



MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE,  
DE LA BIODIVERSITÉ,  
DE LA FORÊT, DE LA MER  
ET DE LA PÊCHE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# CAHIER des CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

relatif à l'appel d'offres ouvert pour

***la fourniture de stations de mesures hydrométriques***

Le présent document comporte 14 pages numérotées de 1 à 14

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	3
ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
3.1 Groupement de commandes.....	3
3.2 Forme et durée.....	3
3.3 Forme des notifications et communications.....	4
ARTICLE 4 MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS.....	4
4.1 Passation des bons de commande.....	4
4.2 Modification d'un bon de commande.....	4
4.3 Suivi des prestations.....	4
4.4 Délais d'exécution des prestations.....	5
4.5 Clauses environnementales.....	5
ARTICLE 5 MODALITÉS PRATIQUES.....	5
5.1 Équipe.....	5
5.2 Réunions.....	5
5.3 Livrables.....	6
ARTICLE 6 VÉRIFICATIONS.....	6
6.1 Vérification d'aptitude (VA).....	6
6.2 Vérification de service régulier (VSR).....	7
ARTICLE 7 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	7
7.1 Responsabilité du titulaire.....	7
7.2 Communication des difficultés.....	8
7.3 Discretion professionnelle et confidentialité.....	8
7.4 Transfert de propriété des prestations.....	8
7.5 Assurances.....	8
7.6 Dispositions diverses.....	8
7.7 Propriété.....	8
7.8 Documents à produire au cours de l'exécution de l'accord-cadre.....	9
Nouveau : la solution E-attestations pour le dépôt des pièces en ligne.....	9
7.9 Garantie des prestations.....	9
7.10 - Clause de réexamen.....	10
ARTICLE 8 ENGAGEMENTS DE L'ADMINISTRATION.....	10
ARTICLE 9 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	10
ARTICLE 10 COTRAITANCE.....	11
ARTICLE 11 PÉNALITÉS.....	11
ARTICLE 12 PRIX DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 13 MODALITÉS DE PAIEMENT.....	12
13.1 Avance.....	12
13.2 Périodicité des paiements.....	12
13.3 Modalités de paiement des co-traitants.....	12
13.4 Facturation par voie dématérialisée.....	12
13.5 Intérêts moratoires.....	13
13.6 Changement affectant la société.....	13
ARTICLE 14 NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE.....	13
ARTICLE 15 RÉSILIATION.....	13
15.1 Résiliation aux torts du titulaire.....	13
15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	13
ARTICLE 16 RÈGLEMENT DES LITIGES.....	13
ARTICLE 17 ÉVALUATION DE LA PRESTATION.....	14
ARTICLE 18 DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	14

## ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet principal :

- la mise au point et la recette de stations de mesure hydrométriques
- la fourniture de stations de mesure hydrométriques
- le développement et la recette d'un logiciel de configuration et consultation des stations
- la fourniture de la documentation associée aux stations

destinées aux services déconcentrés de l'État, dénommés « services coordonnés ».

## ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante:

- l'acte d'engagement dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi et ses annexes administratives et financières :
  - désignation des co-traitants
  - révision des prix
  - attestation règlement UE 2022/576 du 08/04/2022
  - la décomposition du prix forfaitaire (DPF) dont seul l'exemplaire original détenu par la personne publique fait foi
  - le bordereau des prix unitaires (BPU) dont seul l'exemplaire original détenu par la personne publique fait foi
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi, et ses annexes ;
- le cadre de réponse technique, offre technique du titulaire
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) ; arrêté du 30 mars 2021 paru le 1er avril 2021 au JORF.

Sauf en cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

## ARTICLE 3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 3.1 Groupement de commandes

La fourniture des stations de mesure étant ouverte aux services de prévision de crues (SPC), aux unités hydrométriques (UH) et aux cellules de veille hydrologiques (CVH), et conformément à l'article L.2113-7 du code de la commande publique, il a été décidé de grouper les commandes des services concernés dont la liste figure en annexe 2 à l'acte d'engagement.

Le service central Vigicrues coordonne le groupement pour organiser la procédure de passation et conclure l'accord-cadre dans le cadre duquel chaque service membre du groupement pourra émettre des bons de commande tels que définis au point 4.1 et en suivre l'exécution.

Le titulaire s'engage à fournir les prestations commandées par le service central Vigicrues et les services membres du groupement aux prix figurant sur la décomposition des prix forfaitaires et sur le bordereau des prix unitaires et conformément aux clauses des autres documents de l'accord cadre.

### 3.2 Forme et durée

Le présent marché public est un accord-cadre au sens des articles R.2162-1 à 2162-13 du code de la commande publique (CCP) car il établit les règles relatives aux bons de commande à émettre dans le cadre de la prestation.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de services conformément à la définition de l'article L.1111-4 du CCP.

Il est conclu en procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R.2161-2 du code de la commande publique. L'accord-cadre n'est pas alloti compte tenu de l'unicité de la fourniture.

L'accord-cadre est unique, mixte (prix forfaitaires et unitaires), et à bons de commande conformément à l'article R.2162 du CCP du Code de la commande publique.

Il comprend 2 étapes :

- étape 1 : mise au point de la station, incluant la recette des stations
- étape 2 : fourniture des stations aux services coordonnés.

La durée globale de l'étape de mise au point sera fixée lors de la réunion de lancement, sans excéder 24 mois. La durée de la phase de développement sera fixée dans l'offre du candidat. Les durées des phases de spécifications, recettes VA et VSR, seront fixées lors de la réunion de lancement.

L'étape 1 démarrera par la notification d'un ordre de service pour une durée maximale de 24 mois.

L'étape 2 démarre par notification d'un ordre de service, et se termine à la fin de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois maximum à compter de la notification de l'ordre de service déclenchant l'étape 1.

Le montant maximum de ce marché est fixé à 3 750 000€HT.

### **3.3 Forme des notifications et communications**

L'accord-cadre est établi en un (1) original dont une copie est délivrée au(x) titulaire(s) lors de sa notification. La notification de l'accord-cadre ne vaut pas ordre de commencement des prestations.

Les échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ou leurs représentants sont transmis par tout moyen permettant d'attester de la date de réception.

## **ARTICLE 4 MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS**

Les prestations de l'étape 2 et de maintenance évolutive s'exécutent par l'émission de bons de commande selon les conditions suivantes :

### **4.1 Passation des bons de commande**

Les bons de commande sont établis à partir d'un devis rédigé par le titulaire sur la base du bordereau de prix unitaires. Après validation du devis par la personne publique, les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen donnant date certaine et valent ordre de réaliser les prestations.

Les bons de commande relatifs à la fourniture de stations de mesure hydrométriques (étape 2) sont émis par les services coordonnés et font l'objet d'une numérotation continue propre à chaque service.

Les bons de commande de maintenance évolutive sont émis par le service coordonnateur à partir d'un devis rédigé par le titulaire.

Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci puisse excéder 6 mois après la date d'expiration de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant ;
- le délai de livraison des livrables ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le service émetteur du bon de commande ;
- l'adresse de facturation ;
- la nature des prestations ;
- la quantité, le prix unitaire HT et TTC, le taux de TVA, le montant total HT et TTC ;
- les conditions et les délais d'exécution, date et lieu de livraison ;
- le délai de vérification par la personne publique

### **4.2 Modification d'un bon de commande**

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'un bon de commande rectificatif.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange de courriel ou de télécopie entre les parties.

### **4.3 Suivi des prestations**

A la remise de l'offre, le titulaire doit désigner un chef de projet responsable de son exécution qui sera le contact privilégié de la personne publique.

Pour un suivi global des prestations de l'étape 2, le titulaire doit fournir tous les 3 mois au service coordonnateur, un suivi des commandes (nombre de stations livrées par service coordonné).

Le titulaire doit être capable de fournir 50 stations minimum par mois. Toutefois, dans le cas où le cumul de commandes reçues au cours d'un mois calendaire dépasse un total de 50 stations, le titulaire demande par écrit au service central Vigicrues, une prolongation du délai de livraison. La décision de prolongation lui est notifiée par écrit.

#### **4.4 Délais d'exécution des prestations**

Le délai d'exécution des prestations dans le cadre des bons de commande est défini, d'un commun accord entre le service émetteur du bon de commande et le titulaire au regard des prestations à réaliser.

Si, dans le cadre d'un bon de commande, le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont confiées dans les délais fixés par le bon de commande, il doit impérativement en aviser la personne publique émettrice de ce bon de commande dans un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues et en tout état de cause avant l'expiration de ces délais. Il doit soumettre en même temps à l'appréciation de celle-ci les justifications présentant un caractère de force majeure et formuler une demande de prolongation du délai d'exécution.

Nonobstant les dispositions du 4.2, une prolongation du délai d'exécution peut lui être accordée si une cause n'engageant pas sa responsabilité et ayant le caractère de force majeure fait obstacle à l'exécution des prestations.

En cas de défaillance ou de retard dans la livraison des livrables ou en cas de mauvaise exécution des prestations, les dispositions des articles 11 et/ou 15 du présent CCAP sont applicables.

#### **4.5 Clauses environnementales**

Le présent marché intègre des clauses environnementales destinées à promouvoir une gestion durable de la fourniture des stations de mesures hydrométriques, visant notamment la réduction de l'impact énergétique et environnemental des prestations. Les modalités d'exécution de ces clauses environnementales sont précisées au § 3.1.5 du CCTP.

### **ARTICLE 5 MODALITÉS PRATIQUES**

#### **5.1 Équipe**

Le chef de projet du service central Vigicrues est l'interlocuteur privilégié du titulaire. Il est responsable de la gestion technique et de la qualité de la prestation au regard des attentes de la personne publique. Pour l'exécution des prestations de l'étape 2, un contact technique est identifié par chaque service coordonné.

Un responsable de la gestion administrative et financière du projet est également désigné.

L'équipe du titulaire est définie dès remise de son offre, dans laquelle le chef de projet est expressément désigné. Toute modification de la composition de cette équipe est soumise à la validation de la personne publique.

Tout remplacement s'effectue sans délai à niveau égal de compétence, d'expérience et de formation, sans augmentation du montant des prestations et sans impact sur le délai global de la prestation.

Le titulaire garantit la disponibilité pour toute la durée de l'accord-cadre des compétences techniques nécessaires à la bonne exécution des prestations.

#### **5.2 Réunions**

La réunion de lancement du marché permettra de fixer les délais des phases de spécifications et recettes VA et VSR. Un compte-rendu de cette réunion sera rédigé par le service central Vigicrues et soumis à la validation et la signature des 2 parties.

Lorsqu'elles sont nécessaires, des réunions de suivi de la prestation sont organisées, en principe en visioconférence. Le titulaire y est représenté, par le chef de projet accompagné de toute personne dont la présence s'avère nécessaire au regard de la réalisation des prestations prévues.

Par ailleurs, un suivi périodique sous forme de réunion téléphonique sera mis en place durant l'étape 1, avec une fréquence hebdomadaire au départ lors des discussions sur les spécifications, puis qui pourra devenir bimensuelle ou mensuelle lors des développements.

A l'issue de chaque réunion, un relevé de décisions est rédigé par le service central Vigicrues.

### 5.3 Livrables

Le titulaire remet les livrables décrits tout au long du CCTP.

## ARTICLE 6 VÉRIFICATIONS

Les prestations sont soumises à des vérifications qui ont pour but de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les exigences de la personne publique.

Les vérifications comprennent deux étapes, la vérification d'aptitude (VA) et la vérification de service régulier (VSR), qui s'effectuent conformément aux modalités décrites ci-dessous.

La mise au point (étape 1) et les prestations de maintenance évolutive feront l'objet d'une recette en 2 étapes : vérification d'aptitude (VA) et vérification de service régulier (VSR).

Toute admission d'une prestation est conclue par la rédaction d'un procès verbal établi par le représentant de la personne publique et notifié au titulaire.

### 6.1 Vérification d'aptitude (VA)

La recette en laboratoire est réalisée par l'INERIS dans ses locaux.

La durée de la VA de l'étape 1 sera fixée lors de la réunion de lancement. Elle sera de 6 mois au maximum. Ce délai court à compter de la mise à disposition par le titulaire de 4 stations auprès de l'Ineris. Le titulaire dispose d'un délai de 2 semaines à compter de la décision de démarrage de la VA pour fournir les 4 stations.

Pour la maintenance évolutive, la durée de la VA sera adaptée au contenu de chaque lot d'évolutions et sera précisée par le maître d'ouvrage dans le bon de commande.

La VA a pour objet la vérification des éléments décrits au CCTP et dans les spécifications détaillées : fonctionnalités, caractéristiques matérielles, protocoles de communication, de la station, logiciel de configuration. La VA sera réalisée sur la base d'un cahier de recette élaboré par l'INERIS. La VA a également pour but de vérifier que la documentation est complète et apte à remplir les fonctions attendues vis-à-vis des administrateurs et des utilisateurs.

La vérification d'aptitude comprend les prestations éventuelles de mise à jour de la documentation.

Durant cette période, l'INERIS signale au titulaire tous les dysfonctionnements constatés. Celui-ci s'engage à intervenir dans un délai maximal de 3 jours ouvrés pour chaque anomalie bloquante identifiée.

Une anomalie est considérée comme bloquante si elle empêche une utilisation de la station ou du client de configuration (par exemple connexion impossible ou perte de mémoire de la station).

Une anomalie est considérée comme majeure si certaines fonctions importantes ne sont plus accessibles (par exemple l'enregistrement de mesures ou la gestion des alarmes ne sont plus opérationnels).

Une anomalie est considérée comme mineure si l'application peut fonctionner, malgré une fonction mineure impactée, ou si le problème peut être contourné.

Les anomalies non bloquantes (majeures ou mineures) sont transmises au fil de l'eau au titulaire pour correction. Par contre, ces corrections ne sont pas livrées au fil de l'eau par le titulaire au maître d'ouvrage, mais regroupées en lot et livrées en version, pour permettre au maître d'ouvrage de réaliser des séries de test complètes sur une version stable.

Le titulaire avise la personne publique de la mise à disposition des corrections réalisées.

A l'issue de la VA, pour l'étape 1, le titulaire devra fournir une livraison complète à jour conforme aux livrables de la mise au point (article 2.2.1 du CCTP).

A l'issue de cette période et par dérogation à l'article 30 du CCAG FCS, la personne publique notifie sa décision, sous la forme d'un procès-verbal de recette :

- réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations de la personne publique ;
- ajournement, si la personne publique estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point ; par dérogation à l'article 30.2 du CCAG FCS, la décision d'ajournement précise le délai dans lequel le titulaire doit remettre les prestations mises au point qui seront exécutées sans surcoût pour la personne publique. Ce délai sera défini en accord avec le titulaire.

La personne publique dispose à nouveau de la totalité du délai de la VA pour procéder aux vérifications à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

- réfaction, lorsque la personne publique estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du CCTP, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;

- rejet, lorsque la personne publique estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du CCTP et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total. La décision est motivée et précise les modalités d'exécution des prestations.

Les décisions sont notifiées au titulaire par courriel avec accusé de réception.

Dès que la prestation lui donne satisfaction, la personne publique adresse au titulaire un PV de réception qui entraîne un transfert de propriété des livrables au profit de la personne publique et déclenche la facturation.

Dans le cas d'un ajournement, en cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai imparti ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai prévu, la personne publique peut prononcer le rejet des prestations. La décision doit être motivée.

En cas de rejet, sauf décision contraire, le titulaire est tenu d'exécuter de nouveau la prestation commandée à ses frais.

L'administration peut être amenée à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 15.1 du CCAP.

Les 4 stations fournies lors des phases de vérification d'aptitude resteront propriété de l'Etat, à disposition de l'INERIS, à l'issue des tests.

## **6.2 Vérification de service régulier (VSR)**

La vérification de service régulier a pour objet de vérifier le fonctionnement de la station et du logiciel de configuration dans des conditions d'exploitation réelles. Elle est réalisée par l'INERIS et 7 services pilotes qui installeront les stations, afin de tester en conditions d'exploitation « terrain » des configurations variées (collecte PLQ ou IP, simultané ou distincte, RTC ou radio, GPRS, ADSL, capteurs différents, modems différents, frontaux différents, fréquences d'acquisition et de collecte variées....).

La durée de la VSR de l'étape 1 sera fixée lors de la réunion de lancement. Elle sera de 3 mois au maximum. La VSR ne peut démarrer qu'après validation de la VA. Son délai court à compter de la mise à disposition par le titulaire de 14 stations auprès des services pilotes. Le titulaire dispose d'un délai de 2 semaines à compter de la décision de démarrage de la VA pour fournir les 14 stations.

Pour la maintenance évolutive, la durée de la VSR sera adaptée au contenu de chaque maintenance évolutive et sera précisée par le maître d'ouvrage dans le bon de commande pour la maintenance évolutive. Durant cette période, l'INERIS signale au titulaire tous les dysfonctionnements constatés. Celui-ci s'engage à intervenir dans un délai maximal de 3 jours ouvrés pour chaque anomalie bloquante identifiée.

Les anomalies non bloquantes sont transmises au fil de l'eau au titulaire pour correction. Par contre, ces corrections ne sont pas livrées au fil de l'eau par le titulaire au maître d'ouvrage, mais regroupées en lot et livrées en version, pour permettre au maître d'ouvrage de réaliser des séries de test complètes sur une version stable.

Le titulaire avise la personne publique de la mise à disposition des corrections réalisées.

Pour que le service soit réputé régulier, il faut au moins que le système (stations et logiciel de paramétrage) fonctionne en mode opérationnel de manière continue pendant une durée minimale d'un mois sans anomalie bloquante. A l'issue de la période de VSR, le représentant de la personne publique notifie au titulaire sa décision dans les mêmes conditions que pour la VA.

A l'issue de la VSR, pour l'étape 1, le titulaire devra fournir une livraison complète à jour conforme aux livrables de la mise au point (article 2.2.1 du CCTP)

Les stations fournies lors des phases de VSR resteront la propriété des services pilotes les ayant testées.

## **ARTICLE 7 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE**

Le titulaire fournit les prestations décrites dans sa proposition technique et conformes aux spécifications du CCAP et du CCTP. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession.

Le titulaire a une obligation de moyen et de résultat.

### **7.1 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations. Toute inexécution ou mauvaise exécution de cette obligation conduisant à une impossibilité pour l'administration d'utiliser tout ou partie des prestations, déclenche la procédure de résiliation définie à l'article 15 après mise en demeure restée sans effet.

Le titulaire doit être en mesure d'assurer une continuité de la prestation. L'absence du chef de projet ou d'un autre membre de l'équipe dédié à la prestation, ne saurait entraîner une suspension ou un retard de l'exécution de celle-ci.

## **7.2 Communication des difficultés**

Le titulaire signale immédiatement à l'administration toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard dans la réalisation des prestations qui échappent à sa responsabilité. Il en informe l'administration par tout moyen et formule une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

La personne publique notifie sa décision dans les plus brefs délais.

## **7.3 Discrétion professionnelle et confidentialité**

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles toute information ou communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution.

Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci. Il s'engage à restituer, au terme de l'accord-cadre, tout document remis par la personne publique.

Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser tout ou partie des informations confidentielles dans le cadre d'études internes quelles qu'en soient les finalités. La personne publique ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses co-traitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre et doit s'assurer du respect de ces obligations.

## **7.4 Transfert de propriété des prestations**

Le transfert de propriété des prestations prend effet à compter de la date d'admission de celles-ci.

## **7.5 Assurances**

Le titulaire déclare avoir contracté les assurances garantissant les dommages corporels et matériels que son personnel, ainsi que toute personne qui interviendrait pour son compte, pourrait causer au cours de la réalisation des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, il doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **7.6 Dispositions diverses**

Pour les prestations qui se déroulent dans les locaux de la personne publique, le titulaire doit obligatoirement se conformer aux règles de sécurité en vigueur dans ces locaux pour les personnes extérieures.

Le titulaire répond suivant les règles du droit commun des dommages matériels et corporels qui pourraient atteindre des tiers à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Il reste responsable dans les mêmes conditions des dommages qui pourraient être causés par son fait ou celui de son personnel aux installations dans les services concernés.

Le titulaire prend toutes mesures utiles permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à garantir la sécurité et la santé des personnes ainsi que la préservation du voisinage.

## **7.7 Propriété**

Conformément à l'article 26 du CCAG-FCS la réception des stations entraîne leur transfert de propriété à la personne publique.

Concernant particulièrement les résultats suivants :

- la description des formats des commandes de l'API de configuration,
- la description des formats des fichiers de mesure, d'alarme et d'événements en mode "maître", la description des commandes en mode "maître" que la station peut traiter et la description des flux associés,

le pouvoir adjudicateur disposera, à titre non exclusif, de l'ensemble des droits lui permettant d'exploiter les résultats librement, sans limite dans le temps, dans le monde entier et dans toutes les langues. Ceci comprend les droits d'utiliser, d'exploiter, de reproduire sans limite de quantité, d'adapter, de corriger, de traduire, de faire évoluer, de diffuser à des tiers à titre non onéreux, les résultats cités ci-dessus.



Le titulaire conserve l'ensemble des droits afférents aux résultats ci-dessus y compris leur exploitation à des fins commerciales.

Le titulaire concède au pouvoir adjudicateur les droits de reproduction et de diffusion sur les connaissances antérieures du titulaire introduites dans les résultats de l'objet du présent marché et notamment, sans que cette liste soit exhaustive, les schémas, graphiques, photographies, textes, procédés, méthodes et savoir faire nécessaires à l'exploitation des résultats.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra en aucune manière être tenu pour responsable des engagements pris par le titulaire à l'égard des tiers. En particulier, le pouvoir adjudicateur rappelle au titulaire que les informations nominatives dont il pourra avoir eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché sont soumises aux dispositions de la Loi du 6 janvier 1978 « informatique et libertés ».

### **7.8 Documents à produire au cours de l'exécution de l'accord-cadre**

Le titulaire produit, à l'attribution de l'accord-cadre, puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail :

- s'il est établi en France,
  - le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôts sur le revenu, sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) ;
  - le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
  - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou —lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait K bis ni une carte d'identification— le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises,
  - et, s'il emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- s'il est établi à l'étranger,
  - un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts —ou s'il n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
  - un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de six mois,
  - si son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
  - et, s'il emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur certifiant de la fourniture à ses salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou de documents équivalents.

Si le titulaire refuse de produire ces pièces ou produit des pièces inexactes, l'accord-cadre est résilié suivant les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Les documents et attestations sont rédigés en langue française ou sont accompagnés d'une traduction en langue française.

### **Nouveau : la solution E-attestations pour le dépôt des pièces en ligne**

Le titulaire a la possibilité et est invité à déposer gratuitement les documents demandés ci-dessus sur la plateforme « e-attestations.com » à l'adresse suivante : <https://fournisseurs.e-attestations.com>.

### **7.9 Garantie des prestations**

Les prestations de maintenance évolutive sont soumises à une garantie d'un an à partir de la réception de celles-ci. Pendant cette période, le titulaire s'engage à corriger gratuitement les anomalies liées aux développements qu'il aura effectués.

Les conditions de garantie s'appliquant aux matériels et aux logiciels sont précisées dans l'article 2.4 du CCTP.

## **7.10 - Clause de réexamen**

Par dérogation à l'article 25 du CCAG FCS, ces modifications sont exclusivement à l'initiative de l'acheteur. Les prestations objet du présent marché pouvant être assujetties à des évolutions techniques, et réglementaires, des modifications peuvent avoir lieu dans les conditions prévues aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Les évolutions susceptibles d'occasionner des modifications peuvent couvrir plusieurs aspects à savoir :

### **Évolutions techniques**

Le présent marché peut faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives aux prestations citées en objet du marché dans les hypothèses suivantes :

- (1) dimensionnement de l'équipe au regard de contraintes techniques : Modification du besoin de pilotage et de coordination : l'équipe étant dimensionnée pour répondre aux besoins du service central Vigicrues à date tels qu'exprimés dans le CCTP, les postes peuvent être réexaminés en cas de modification significative des besoins (apparition de nouveaux besoins, baisse significative des besoins) ;
- (2) nouvelles technologies et/ou méthodologies et leurs conséquences : Émergence de nouvelles technologies et méthodes et toutes les conséquences en découlant ;

Ainsi que dans les cas ci-dessous :

- (3) modification métier du domaine de la prestation : si des changements majeurs interviennent dans le secteur de la fourniture et la maintenance des stations de mesures hydrométriques, objet du présent marché ;
- (4) clarification de mesures réglementaires devenues impératives si les parties souhaitent insérer au contrat, dans un souci de clarté, les modifications de dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent de droit dans le cadre du présent marché. Par exemple l'intégration de changements relatifs au RGPD.

(5) tout élément inconnu à ce jour participant à l'exécution de la prestation : plus généralement, la clause de réexamen peut être activée dès lors que de nouveaux outils ou nouvelles technologies, non connus à la notification du marché, deviendraient indispensables pour la réalisation des prestations, la performance et la qualité des prestations, ou la sécurité informatique, et nécessiteraient la prise en compte de coûts spécifiques non définis dans l'offre du titulaire.

## **ARTICLE 8 ENGAGEMENTS DE L'ADMINISTRATION**

L'administration fournit toute information et toute documentation utiles au titulaire pour l'exécution de sa prestation.

## **ARTICLE 9 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre que sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par la personne publique et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. La personne publique paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est au moins égale à 600 € TTC.

Afin de s'assurer de cette acceptation et de permettre le paiement direct du(des) sous-traitant(s) ainsi agréé(s), le titulaire remet à la personne publique soit en même temps que son offre, si le choix du sous-traitant est arrêté, soit au cours de l'exécution de l'accord-cadre une déclaration spéciale (à l'aide du formulaire DC4 disponible sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) précisant :

- > la nature des prestations sous-traitées
- > le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse sous-traitant proposé
- > le montant maximum des sommes à payer par paiement direct
- > les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- > les capacités professionnelles et financières du sous-traitant proposé
- > la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire demeure personnellement responsable pour l'ensemble des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre, même celles qui sont le fait de ses sous-traitants.

Pour autant, il demeure l'unique interlocuteur de la personne publique pour l'ensemble des prestations sous-traitées.

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité définie à l'article 7.3 s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

## **ARTICLE 10 COTRAITANCE**

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par l'article R. 2142-19 du code de la commande publique.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité définie à l'article 7.3 s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) co-traitant(s).

Dans le cadre du groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution de l'accord-cadre.

Les ordres de service, les décisions et les bons de commande sont notifiés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 11 PÉNALITÉS**

### **11.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations et des clauses environnementales :**

Tout retard pris dans l'exécution des prestations et pour la remise de livrables peut entraîner sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant de 500 € par jour ouvré de retard.

## **ARTICLE 12 PRIX DES PRESTATIONS**

L'accord-cadre est conclu à prix forfaitaires et unitaires et conformément à la décomposition des prix forfaitaires et au bordereau des prix unitaires.

Ces prix incluent toutes taxes et sujétions inhérentes à la réalisation des prestations y compris les frais de déplacement et d'hébergement nécessaires à la réalisation de certaines prestations.

Les prix s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur. Ils sont établis aux conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres.

Les prix sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre et révisés les années suivantes, à la date anniversaire de la date de démarrage précisée dans l'ordre de service initial, selon les modalités suivantes :

$$P = P_0[0,150+0,850x(SYN/SYN_0)]$$

où

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix figurant sur le bordereau de prix unitaires

SYN = dernière valeur connue de l'indice SYNTEC au mois anniversaire de la notification de l'accord-cadre

SYN<sub>0</sub> = valeur de l'indice SYNTEC à la date de remise de l'offre

Les prix sont révisables sur l'initiative du titulaire. A défaut de transmission des nouveaux prix dans les délais, les prix contenus dans les dernières annexes seront utilisés.

Les nouveaux tarifs sont communiqués, par le titulaire, par courrier ou par mail à la personne publique trente (30) jours calendaires au minimum, avant leur entrée en vigueur, accompagné d'une lettre de présentation mentionnant le pourcentage de variation par rapport aux prix initiaux ainsi qu'un document indiquant le prix initial et le prix révisé.

Ces nouveaux prix font l'objet d'une validation par la personne publique dans un délai de 30 jours. La personne publique se réserve le droit de rejeter la proposition de révision, si celle-ci entraîne une hausse supérieure à 3% des prix HT par rapport à l'année précédente. Dans ce cas, la personne publique propose au titulaire de plafonner à 3% l'effet de la révision. En cas de refus de la part du titulaire, l'accord-cadre est résilié dans les conditions de l'article 15 du présent document.

Les indices sont disponibles sur les sites Web de l'INSEE<sup>1</sup>.

En cas de disparition de l'indice, un nouvel indice est introduit à l'accord-cadre par voie d'avenant.

<sup>1</sup> [www.bdm.insee.fr](http://www.bdm.insee.fr)

Les calculs partiels sont arrêtés à la 4<sup>e</sup> décimale et le calcul général est limité à 1/1000 près, par défaut si la quatrième décimale est inférieure à 5, par excès si elle est égale ou supérieure à 5.

Ces nouveaux prix constituent de nouvelles annexes. Elles se substituent aux précédentes sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Chaque version de ces annexes ainsi modifiées est datée.

A défaut de transmission des nouveaux prix dans les délais, les prix contenus dans les dernières annexes seront utilisées. La révision sera appliquée sur l'échéance de paiement suivante.

## **ARTICLE 13 MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **13.1 Avance**

Sauf disposition contraire figurant à l'acte d'engagement et sous réserve des dispositions prévues pour le(s) sous-traitant(s), une avance est accordée au titulaire. Le montant de cette avance est fixé à 30 % du montant de l'étape 1 ou des bons de commande, si celui-ci est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution est supérieure à 2 mois.

Une avance est accordée, dans les mêmes conditions, au(x) sous-traitant(s) et co-traitant(s) éventuel(s), dans la limite du montant des prestations qu'il(s) doit(vent) exécuter, sauf indication contraire dans le contrat de sous-traitance ou dans l'acte d'engagement.

L'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant de l'étape 1 ou de chaque bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants ou à des co-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le remboursement de l'avance commence lorsque que le montant des prestations exécutées au titre de l'étape 1 ou du bon de commande atteint ou dépasse 65 % du montant initial. Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

### **13.2 Périodicité des paiements**

Le paiement des prestations intervient dans un délai maximal de 30 jours calendaires à compter de la plus tardive des deux dates de validation des prestations par la personne publique (selon les modalités de l'article 6), et de réception de la facture. Le délai de paiement peut être suspendu par la personne publique en cas de demande d'informations complémentaires nécessaires à l'établissement de la mise en paiement.

La facturation et le paiement des prestations interviennent comme suit :

- étape 1 et maintenance évolutive à bon de commande : paiement de 60 % à la livraison, à l'issue de la phase de développement et 40 % à la fin de la recette ;
- étape 2 : chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement unique après réception des livrables.

Dans le cas où la durée d'exécution des prestations d'un bon de commande est supérieure à 3 mois, il pourra faire l'objet d'acomptes. Le montant de chaque acompte est déterminé par le pouvoir adjudicateur en fonction de l'avancement des prestations effectuées, dans les conditions de l'article R.2191-26 du CCP.

### **13.3 Modalités de paiement des co-traitants**

Dans le cadre du groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement et les transmet au service facturier comme indiqué au **13.4**.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

### **13.4 Facturation par voie dématérialisée**

Conformément à la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) n° 2008-776 du 4 août 2008, le titulaire doit procéder à l'envoi de ses factures en mode dématérialisé.

Le titulaire est invité à se connecter sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro d'engagement juridique et le code de service exécutant sont donnés par la personne publique au moment de la notification de l'accord-cadre concernant les prestations forfaitaires ou sont inclus dans les bons de commande au fur et à mesure de leur édition.

Le paiement s'effectue par mandat administratif sur le compte bancaire du titulaire et/ou de ses sous-traitants ou co-traitants fournis dans le cadre de l'offre.

Outre les [mentions légales](#) et les dispositions du [décret 2016-1478 du 02/11/2016](#), chaque facture comporte **impérativement** et de manière lisible les éléments suivants :

- la référence de l'engagement juridique (numéro de l'accord-cadre, du bon de commande)
- le code de service exécutant (pour le service central Vigicrues : **FAC9450075**)

- le numéro SIRET de l'État (pour le service central Vigicrues : 110 002 011 00044)
- le détail des prestations concernées.

**Sans ces renseignements, votre facture ne sera pas traitée et vous sera également retournée.**

En cas de groupement, chaque co-traitant adresse sa facture au mandataire de l'accord-cadre. Celle-ci, revêtue de l'acceptation du titulaire (cachet de l'entreprise et signature lisible), est transmise par le mandataire à l'administration.

Les factures relatives aux bons de commande émis par les services coordonnés dans le cadre de l'étape 2 seront adressées au service facturier de ces derniers et conformément aux indications portées au bon de commande.

### **13.5 Intérêts moratoires**

Le dépassement du délai maximum de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire et le(s) sous-traitant(s), le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

### **13.6 Changement affectant la société**

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire (ou ses sous-traitants) est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire (ou ses sous-traitants) est informé que l'administration ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'administration n'aurait pas eu connaissance.

## **ARTICLE 14 NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE**

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances selon les conditions prévues à l'article R.2191-45 du décret n°2018-1075. La personne publique délivre, à la demande du titulaire, une copie certifiée conforme de l'acte d'engagement en un exemplaire unique.

## **ARTICLE 15 RÉSILIATION**

### **15.1 Résiliation aux torts du titulaire**

A la demande expresse et motivée de la personne publique, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect prolongé ou répétitif d'une ou plusieurs prescriptions contenues dans le présent contrat (annexes comprises).

La résiliation s'effectue à l'issue d'un délai de préavis de 24 heures commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception.

La résiliation aux torts du titulaire ne donne lieu à aucune indemnité.

### **15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

La personne publique peut résilier à tout moment le présent contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation doit être dûment motivée. Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, le titulaire a droit à une indemnisation fixée à 4% HT de la valeur de la partie résiliée de l'accord-cadre augmentée du montant de la TVA selon le taux en vigueur au jour de la résiliation.

Le titulaire a droit au paiement des prestations réalisées mais non prescrites dès lors qu'il apporte la preuve qu'elles étaient indispensables à la réalisation des prestations effectivement réclamées et qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'une opposition expresse de la personne publique.

Difficulté d'exécution du marché :  
Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.  
Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché.

## **ARTICLE 16 RÈGLEMENT DES LITIGES**

Le règlement de litiges liés à l'exécution du présent accord-cadre fera l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (C.C.R.A.).

Les parties pourront également recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le tribunal administratif de Toulouse<sup>2</sup>.

Le droit applicable au présent accord-cadre est le droit français.

## **ARTICLE 17 ÉVALUATION DE LA PRESTATION**

La prestation fera l'objet d'une évaluation du service rendu et de l'atteinte des objectifs par la personne publique, sur la base d'un questionnaire de l'acheteur.

## **ARTICLE 18 DÉROGATIONS AU CCAG/FCS**

L'article 6 « Vérifications » déroge aux articles 28 et 30.

L'article 7.10 « clause de réexamen » déroge à l'article 25

L'article 15.3« Résiliation pour motif d'intérêt général » déroge à l'article 42.

<sup>2</sup>68 rue Raymond IV - 31068 TOULOUSE - Tél (3)3 05 62 73 57 57 - Fax (3)3 05 62 73 57 40  
Courriel [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr), site internet <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>